Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

275 | Janvier-Juin

Géopolitiques du riz

Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : étude de cas en Côte d'Ivoire

Chinese agricultural demonstration centers in Africa : case study in Ivory Coast

Xavier Aurégan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/8036>

DOI : [10.4000/com.8036](https://doi.org/10.4000/com.8036)

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2017

Pagination : 63-91

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Xavier Aurégan, « Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : étude de cas en Côte d'Ivoire », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 275 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2020, consulté le 13 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/8036> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.8036>

Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : étude de cas en Côte d'Ivoire

Chinese agricultural demonstration centers in Africa: case study in Ivory Coast

Xavier Aurégan¹

Résumé

Cet article se propose d'analyser les symboles de l'aide agricole chinoise en Afrique : les centres de démonstration. Intégrés dans le secteur prioritairement défini par Pékin, soit l'agriculture, ils figurent toujours en tête des plans d'action des Forums de coopération Chine-Afrique (FOCAC). Effectivement, ils représentent *a priori* cette expertise chinoise au sein de plusieurs filières, dont la riziculture. Dans ce cadre, ils entrent pleinement dans l'aide au développement octroyée par Pékin qu'elle nomme plus fréquemment « coopération ». Néanmoins, les effets d'annonce ne sont pas toujours suivis de faits tangibles sur le terrain. Ces projets et les acteurs chinois y opérant sont ainsi confrontés à des contextes locaux où des fortes densités rurales, conflits fonciers et bureaucratisation peuvent freiner l'avancement des centres et de leurs implantations. L'étude de cas de Guiguigou, centre situé à proximité de Divo dans le Sud de la Côte d'Ivoire, peut contribuer à une meilleure compréhension de l'aide agricole chinoise. Cette « solidarité » chinoise, qui est liée, comporte finalement ses propres stratégies commerciales, véritables pierres angulaires de la récente relation sino-africaine.

Mots-clés : Chine, Afrique, Côte d'Ivoire, Aide, Agriculture

1. Ingénieur de recherche à Mobis-NEOMA BS ; chercheur associé au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG) de l'Institut français de géopolitique et au Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG) de l'université Laval (Québec, Canada), 40 avenue Henri Ginoux – 92120 – MONTROUGE

xavieraurégan@hotmail.com

Abstract

This article proposes to analyze the symbols of Chinese agricultural's aid in Africa: Chinese agricultural demonstration centres. Integrated in the sector firstly defined by Beijing, agriculture, they always appear at the top of the action plans of the Forum on China-Africa co-operation (FCSA). Indeed, they represent that Chinese expertise in several sectors, including rice. In this context, centres enter into development aid granted by Beijing. Nevertheless, the announcement effects are not always followed by tangible facts. These projects and Chinese actors are thus faced with local contexts where strong rural densities, land conflicts and bureaucracy can slow down the progress of the centres and their establishments. The case study of Guiguigou, agricultural demonstration centre located near Divo in southern Ivory Coast, can contribute to a better understanding of China's agricultural aid. This Chinese "solidarity", which is tied, has its own business strategies. These are real cornerstones of China-Africa contemporary relation.

Keywords: China, Africa, Ivory Coast, Aid, Agriculture

À partir des années 1950 (Aurégan, 2016c), la République populaire de Chine (RPC) a développé des relations hétérogènes et complexes avec les États africains. En concurrence ouverte avec l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), l'Inde et les – anciennes – puissances coloniales européennes notamment, Pékin a tenté de mettre en œuvre une coopération divergente qui a eu plus ou moins de succès selon les domaines. Parmi eux (soutien militaire, santé, infrastructures, etc.) il en est un qui fait figure de porte d'entrée chinoise en Afrique subsaharienne : l'agriculture. En compagnie des « médecins aux pieds nus » envoyés dans certaines missions médicales, les techniciens agricoles ont, durant de longues années, représenté la Chine populaire maoïste et communiste. Souhaitant reproduire les fermes traditionnelles chinoises, les « coopérants » chinois des décennies 1960 à 1980 ont largement échoué à contribuer, d'une manière significative, à l'essor de ce secteur primaire africain. Les sommes engagées ainsi que le retour sur investissement, qui n'était pourtant pas la priorité des diplomates rappelés en Chine durant la Révolution Culturelle, étaient tous deux trop faibles. Pour envisager la poursuite et la pérennité de ces projets aux résultats ambivalents, somme toute limités dans le temps et dans l'espace, il aurait fallu déployer des ressources humaines et financières autrement plus conséquentes.

À partir de 1994 (Aurégan, 2016c), la « coopération » sino-africaine prend un virage décisif. La libéralisation et l'ouverture de l'économie chinoise vont aller de pair avec une restructuration de l'aide à l'outremer. Les multiples réformes institutionnelles et liées aux statuts des entreprises publiques, incitées à « sortir » de Chine, influent grandement sur cette « solidarité » aujourd'hui dénommée « Sud-Sud ». Le facteur commercial est devenu prépondérant

et, sans pour autant délaisser les relations bilatérales, la Chine réorganise sa politique africaine. En 2000, le premier Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) matérialise ce changement de paradigme. L'agriculture, souvent citée, est laissée pour compte. De 2000 à 2006, année du troisième FOCAC, ce sont les infrastructures, les télécommunications ou l'éducation qui sont favorisées. En 2006 néanmoins, Pékin prend acte des besoins locaux et actualise son principal levier agricole : les fermes. Elles deviennent des centres de démonstration agricole et ces derniers figurent, depuis 2006, en tête des plans d'action des FOCAC. Avec des moyens renouvelés et substantiels, un meilleur suivi, de nouvelles générations d'experts et la volonté de rentabiliser ces centres avant de les transférer aux États impétrants, la Chine peut dorénavant contribuer à l'autosuffisance alimentaire rizicole, spécifiquement en Côte d'Ivoire où le centre de Guiguidou, l'un des plus anciens et le plus vaste d'Afrique, permet de tirer un premier bilan de cette expérience agricole chinoise en Afrique subsaharienne.

Cet article fait partie de l'une des thématiques développées par la recherche conjointe menée par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et financée par le *Technical Centre for Agricultural and Rural Co-operation ACP-EU (CTA)*. Cette recherche réalisée en 2014 et 2015 porte sur les différentes interventions agricoles chinoises au Sud du Sahara et des études de terrain ont été réalisées à cet effet (Gabas et Ribier, 2015). Pour analyser cette partie « désintéressée » des rapports sino-africains dans le domaine agricole (Aurégan, 2017a), la première partie met en perspective, d'un point de vue historique notamment, la coopération chinoise dans le domaine agricole africain. Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique, leur fonctionnement et leur évolution font l'objet de la deuxième partie. Enfin, un regard particulier sera porté sur la Mission d'assistance technique agricole chinoise (MATAC) de Guiguidou, un aménagement hydro-agricole se trouvant au cœur des rapports, des négociations et des relations sino-ivoiriennes dans ce domaine agricole. Hier exclusivement financées et gérées par le gouvernement chinois, ces coopérations agricoles sont aujourd'hui majoritairement assurées par des entreprises de rang provincial à capitaux publics. À l'échelle des relations sino-africaines, les centres agricoles forment un miroir reflétant les évolutions et stratégies internes chinoises.

I - Les relations sino-africaines mises en perspective à travers le secteur agricole

Selon nous, la « coopération » chinoise intègre l'aide, une aide qui est liée au sens de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2008-2), et qui, en plus des jumelages et des remises de dettes notamment, comprend trois principales formes d'intervention : les dons, les prêts sans intérêts, et les prêts avec intérêts qui sont généralement concessionnels et garantis par The Export & Import Bank of China (EXIMBANK)². Parfois dirigés vers des coentreprises, ces derniers peuvent être considérés comme des investissements directs à l'étranger (IDE), mais ils sont fréquemment intégrés à un package où se croisent dons et autres prêts. De fait, le croisement des modalités d'intervention complexifie la lecture des interventions chinoises en Afrique. Plus certainement, la coopération exclut les échanges commerciaux, les prestations de services, et toute forme d'investissement en capital – qu'ils aient pour origine des capitaux chinois de Chine, étrangers de Chine, ou des capitaux chinois investis dans des sociétés de droit ivoirien ou encore éthiopien. Pour la Chine, la frontière entre ces différentes modalités d'intervention est ténue : lors du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) de 2018, Pékin a ainsi intégré dans la somme de 60 milliards de dollars attribuée au continent africain les dons et prêts sans intérêts (Aide publique au développement, APD), les prêts concessionnels, les lignes de crédit, mais encore d'autres formes de soutien aux entreprises chinoises.

Bien que la Chine soit aux échelles africaine et ivoirienne un acteur secondaire du secteur agricole, la rhétorique officielle place ce dernier comme prioritaire dans sa relation avec le continent africain. Ainsi, cette place congrue de l'agriculture dans les interventions publiques chinoises est en contradiction avec les effets d'annonce et les discours des officiels chinois, la plaçant toujours en tête des priorités pékinoises, et notamment lors des derniers FOCAC. À partir de 2006, lors du troisième, la Chine a effectivement érigé ce secteur agricole au rang 1 de ses plans d'action (Aurégan, 2015).

Historiquement, cette coopération agricole chinoise s'est matérialisée par l'aide à la création de fermes d'État dans les années 1960 et 1970. Parfois associées à des projets agro-industriels, ces fermes ont alors un rôle socio-économique latent, contribuent modestement à la sécurité alimentaire des États impétrants, à la production semi-industrielle agricole nationale, et forment un des leviers politiques chinois en vue de concurrencer l'influence de l'Union soviétique et des gouvernements occidentaux en Afrique. Pour Pékin,

2. Prêt concessionnel et crédit-acheteur.

l'agriculture a donc « toujours » été au cœur des stratégies et rivalités, non pas de pouvoirs à proprement parler, mais davantage liées aux représentations engendrées *in situ* et vis-à-vis de la Chine populaire maoïste. Au total, les sources officielles chinoises font état de quelque 90 projets couvrant une superficie de 40 000 ha³. Ces chiffres sont difficilement vérifiables. Du reste, Pékin ne mentionne jamais le temps faible des relations durant les années 1970 et 1980.

Agrégés, le rappel des diplomates durant la Révolution culturelle prolétarienne (1966-1968), la guerre de succession post-Mao, le début des réformes de Deng Xiaoping et le relatif échec de l'aide chinoise en Afrique – cette dernière étant certes différente de la soviétique ou de la française sur la forme, mais finalement peu sur le fond – ont favorisé ce temps fait de plus faibles relations économiques et diplomatiques entre la Chine et Afrique à la suite de l'accession de Pékin au Conseil de sécurité onusien en 1971. Concrètement, la Chine limite voire stoppe ses financements et rétrocède les fermes aux gouvernements respectifs qui, dans tous les pays africains, étaient restées propriété des États. Productives et bien entretenues avec la présence des coopérants chinois, les fermes dépérissent après leur départ. Leur viabilité est remise en cause et puisque les financements internes comme externes manquent cruellement jusqu'en 2000, productivité, bénéfices et impacts socio-économiques chutent jusqu'à rendre leur utilité quasi nulle.

Jusqu'à la fin des années 2000, l'agriculture est – devenue – marginale dans les relations sino-africaines et l'abandon de plusieurs fermes, tant de Pékin que des capitales africaines, témoigne d'une coopération agricole en berne. Ce n'est pas le cas pour les infrastructures (palais, musées, barrages, ports, aéroports, autoroutes, stades, etc.), ce fleuron du *Soft Power* et de l'ingénierie chinois. Par ailleurs, comme en Côte d'Ivoire ou au Burkina Faso, la Chine est parfois sollicitée pour gérer les projets agricoles taiwanais après la reconnaissance « d'une seule Chine » (Aurégan, 2011 et 2017c) par le gouvernement africain. La reprise de ces coopérations agricoles s'effectue souvent dans des conditions conflictuelles, limitant la réussite de ces rizicultures ou productions fruitières (Aurégan, 2016b).

Le changement de cap économique, politique, culturel et finalement géopolitique intervient en 2000 : c'est l'année du premier FOCAC qui réunit, déjà à l'époque, 44 chefs d'État africains. Organisés tous les trois ans, alternativement en Chine et en Afrique, ils structurent cette relation multilatérale en fixant noir sur blanc les secteurs d'intervention, les projets et parfois les montants. En 2006, année à partir de laquelle les projets

3. Article (en chinois) du Directeur adjoint du Département de l'aide étrangère du ministère du Commerce : <http://www.people.com.cn/GB/channel3/21/20000912/228785.html>

sont explicitement précisés, l'agriculture devient le premier secteur de « coopération économique » de la Chine en Afrique – non pas financièrement, mais en termes de visibilité et d'effet d'annonce. Ce sommet intègre le renforcement des capacités endogènes, le développement de l'agro-industrie et des infrastructures agricoles, et finalement la création de ces centres de démonstration technologique agricole.

Ce rehaussement tous azimuts des relations sino-africaines, y compris dans ce domaine agricole, a été rendu possible par les réformes internes chinoises, qu'elles soient liées aux statuts des entreprises ou institutionnelles⁴. D'autre part, certaines conclusions des FOCAC concernent peu ou prou l'agriculture, dont l'exemption de droits de douane sur 440 produits à partir de 2005, et à 97 % pour les Pays les moins avancés (PMA) à partir de 2012. Plus généralement, depuis le début du ^{xxi}^e siècle, la spectaculaire croissance des flux de marchandises entre la Chine et l'Afrique⁵ intègre *a fortiori* les produits agricoles : ces derniers ont été multipliés par 20, soit de 157 millions en 1995 à 3,159 milliards de dollars en 2017 (Cnuced, 2018). La structure de ces flux commerciaux agricoles met en exergue des différences notables entre importations et exportations. Selon la classification de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Chine a très peu importé de « produits agricoles et animaux vivants » entre 1995 et 2017, cette catégorie ne formant que 0,46 % du total des importations. En revanche, elle exporte davantage puisque ces mêmes produits totalisent 2,79 % des exportations. Ainsi, l'agriculture reste marginale dans les échanges commerciaux, avec seulement 1,63 % en moyenne entre 1995 et 2017. Une très légère tendance haussière est visible en 2017, puisque les produits agricoles représentaient 1,81 % des échanges entre la Chine et l'Afrique. Enfin, les deux principales catégories exportées par Pékin en Afrique sont les suivantes : « légumes et fruits » (25 % en moyenne entre 1995 et 2017) ainsi que « café, thé, cacao, épices, produits dérivés » (34 %). À l'inverse, les 54 pays africains exportent principalement des animaux vivants (6,08 % en moyenne entre 1995 et 2017), des « poissons, crustacés, mollusques et préparations » (29,4 %), des « café, thé, cacao, épices, produits dérivés » (32,8 %), ou encore de la nourriture destinée aux animaux à 8,5 % (Cnuced, 2018).

Du point de vue de l'OCDE et de ses membres, les IDE comme les flux de marchandises ne rentrent donc pas dans ce que la Chine nomme

4. Depuis la Constitution de 1982, sept séries de réformes ont profondément modernisé la Chine populaire. Dans le cadre de ses relations avec l'Afrique, soulignons l'adoption du concept d'économie de marché (1992), la création de l'Export and Import Bank of China (Exim, 1994), l'incitation à sortir du territoire depuis 1995, et la réforme de l'actuel ministère du Commerce (2003).

5. Les échanges ont été multipliés par 68 entre 1995 et 2017, passant de 2,5 milliards à 174 milliards de dollars (Cnuced, 2018).

« coopération ». À ce propos, selon le Livre Blanc chinois de 2013 consacré aux relations avec l'Afrique, les IDE chinois dans l'agriculture africaine ont augmenté de 175 % (de 30 à 82 millions \$)⁶ entre 2009 et 2012. Il est ardu d'infirmer ou de valider ces chiffres, d'autant plus avec les stratégies de dématérialisation des actifs publics menées par les plus grands groupes à capitaux publics chinois partiellement regroupés dans la *State-owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC)*. De même, avec une réserve compte tenu de l'intérêt chinois à enjoliver sa « coopération » internationale, les Livres Blancs publiés en 2010 et 2013 apportent certains éléments éclairant les rapports sino-africains dans l'agriculture. Jusqu'en 2009, la Chine aurait ainsi envoyé « 104 experts agricoles dans 33 pays africains et plus de 600 experts et techniciens agricoles dans le cadre de l'accord tripartite Sud-Sud ». De 1949 à 2009, la « Chine [aurait] aidé à construire plus de 142 projets agricoles en Afrique » (State Council of China, 2010). Ces « aides » chinoises ne doivent donc pas être isolées, mais compilées. Les techniciens agricoles seniors ou les experts et techniciens agricoles chinois nommés en 2010 doivent effectivement être intégrés aux « 15 centres de démonstration agricole » que la Chine affirme avoir mis en œuvre dans son Livre blanc de 2013 (State Council of China, 2013).

D'une manière générale, les montants alloués par Pékin sont toujours modestes, quelles que soient les modalités (aide au développement, investissement, prêt avec intérêt). L'agriculture représente ainsi 3,5 % des montants en moyenne, mais uniquement 1,3 % dans l'occurrence ivoirienne (Aurégan, 2016b). Faibles, ces soutiens n'en demeurent pas moins substantiels aux échelles nationales et locales puisqu'ils compensent partiellement le désengagement des bailleurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE depuis les années 1980.

L'intérêt de cette coopération agricole chinoise tient dans plusieurs facteurs d'ordres géographique, économique et incrémental. Premièrement, une partie non négligeable des projets se concentre en Afrique de l'Ouest et dans ces États non exportateurs d'hydrocarbures. Les principaux partenaires commerciaux de la Chine (Afrique du Sud, Angola, Soudan du Nord, Algérie ou Nigeria) sont en partie évincés de cette coopération sectorielle. Ensuite, les sous-secteurs agricoles concernés deviennent chaque année plus nombreux, aide comme investissements publics touchant désormais la volaille, le poisson, le porc, le coton, l'arachide, le manioc, le soja, le vin, le riz naturellement, le sucre, le soja ou encore l'hévéa et le cacao ivoiriens (Aurégan, 2017a). Enfin, cette diversification est multiscalaire puisque marchés locaux, nationaux et

6. Livre Blanc chinois de 2013, section III : http://www.china.org.cn/government/whitepaper/2013-08/29/content_29861254.htm

subsidiairement internationaux sont concernés par les productions agricoles « chinoises ». Les transferts de savoir-faire – voire de technologie(s) – sont également des valeurs ajoutées. En filigrane, ces transferts expriment de nouvelles productions/circulations des idées *via* les formations effectuées *in situ*, soit dans les centres agricoles, mais également dans les ministères de l'Agriculture africains et en Chine, y compris dans le cadre de bourses universitaires et de formations pour les fonctionnaires.

Alors que la Chine populaire est engagée dans presque tous les États et ministères de l'Agriculture africains, contredisant le principe de non-ingérence indirecte dans les affaires intérieures (Ren, 2013), les bases de données accessibles⁷ – ou non – mettent en exergue plusieurs informations et montées en généralité.

Lorsqu'on évoque les relations entre la Chine et l'Afrique, une question récurrente est posée : y a-t-il une stratégie chinoise globale, pensée et organisée dans le but d'assouvir consommateurs, habitants et élites ? Nos précédentes recherches permettent de répondre par la négative. Cette négation s'appuie notamment sur la diversité et la complexité des « relations » sino-africaines, des modalités d'intervention chinoises en Afrique et des acteurs, qui développent des stratégies qui, selon les cas, peuvent desservir l'État chinois et ses ministères des Affaires étrangères et/ou du Commerce. Ainsi, de nombreuses idées reçues et représentations se doivent d'être combattues, dont l'accaparement de terres. Les recherches menées par le CIRAD et Jean-Jacques Gabas (2014) chez les francophones, ou par Deborah Brautigam (2015) chez les anglophones, ont largement démontré l'inanité de tels fantasmes. Les exemples malien (N'Sukala) ou congolais [investissement de ZTE sur 3 millions d'hectares (ha) finalement ramené à 200 selon Deborah Brautigam (2015)] et la *Land Matrix* peuvent pourvoir à rassurer les plus pessimistes. Parmi d'autres représentations à combattre, la Chine investit uniquement pour exporter les produits agricoles ; ce ne sont que des groupes « publics » étatiques (donc la Chine vue en tant qu'État) qui investi(ssen)t... répondant par là même à une « colonisation territoriale » orientée par Pékin ; ou encore, les pays africains accueillent à bras ouverts les investissements chinois... et laissent le champ libre aux acteurs mandatés par le gouvernement chinois...

Avec 151 057 ha exploités au sein de 13 États africains (32 projets signés ou en cours ; 5 abandons)⁸, la Chine ne peut pas être classée dans la catégorie des principaux accapareurs de terres en Afrique. C'est le contraire des États-Unis et de l'Arabie Saoudite qui cumulent respectivement 3,07 millions ha dans

7. Dont la *Land Matrix*, accessible sur Internet : <http://landmatrix.org>

8. Selon la *Land Matrix* ; calcul réalisé le 9 octobre 2018 en excluant tous les « projets abandonnés ». Sont prises en compte les superficies ayant fait l'objet d'un contrat.

Carte 1 - Les centres agricoles chinois en Afrique subsaharienne

17 États africains (41 projets signés ou en cours ; 10 abandons), et 1,3 million ha dans seulement 7 pays africains (23 projets et 1 abandon). En Asie, l'Inde accapare par ailleurs plus de terres africaines que Pékin : 833 931 ha dans 13 pays et 41 projets (6 abandons recensés par la *Land Matrix*). En tout état de cause, si l'interprétation de ces données est sujette à discussion, deux choses sont certaines. Premièrement, les effets d'annonce, soient les hectares annoncés comme accaparés par la Chine populaire et par voie de presse, ne font pas toujours l'objet d'une véritable exploitation *in extenso*. Secondement, s'il y a bien des investissements agricoles chinois en Afrique, ils ne se font pas – encore – à grande échelle, mais dans une quinzaine d'États africains, ce qui peut éventuellement alimenter les fantasmes et représentations selon lesquelles la Chine est le principal accapareur de terres sur le continent africain.

Enfin, dans le cadre du « retour » de la Chine en Afrique à partir de 1994 (Aurégan, 2016c), un élément est incontournable : il est lié à la mercantilisation des relations et des modalités d'intervention. Lorsqu'ils existent, les faibles retours sur investissement n'intéressent guère les entreprises de droit privé comme public susceptibles de s'engager dans ces projets de plusieurs années ou décennies portés par les gouvernements africains et chinois. Pour les inciter, ce dernier, soucieux d'améliorer la soutenabilité des investissements publics, favorise logiquement les entreprises sous tutelles centrale (ETC) et surtout

locale (ETL) depuis le FOCAC de 2006. C'est expressément le cas pour celles qui mettent en œuvre les centres de démonstration agricole.

II - Les centres de démonstration agricole chinois en Afrique

Aux superficies, aux productions et aux rendements variables, ces centres ont néanmoins une constante : ils sont très majoritairement gérés par une entreprise de rang provincial, soient des ETL. D'ailleurs, l'hétérogénéité des provinces concernées (Carte 2) exprime cette volonté du gouvernement central chinois – ou qui semble l'être – de diversifier l'origine géographique des entreprises chargées d'encadrer ces symboles de la coopération agricole sino-africaine. En d'autres termes, puisqu'elles ont remporté des appels d'offres restreints, ces entreprises et les provinces afférentes se partagent une part de ce modeste gâteau. En cela, les stratégies commerciales sont rarement éloignées de l'aide, et celle-ci apparaît dès lors moins désintéressée : c'est l'aide liée définie par l'OCDE (2008b).

Souhaités par la partie africaine et intronisés dans leur forme actuelle à partir de 2006, ces centres ont pour objectifs des expérimentations agricoles et la diffusion des techniques inhérentes. Ils se veulent l'adaptation « africaine » des fermes traditionnelles chinoises et ont trois principales prérogatives : utilisation et transfert de nouvelles technologies ; formation des agriculteurs locaux, tant théorique que pratique ; enfin, puisqu'ils ont vocation à être gérés, à terme, par le gouvernement local, ils doivent être soutenables et ainsi rentables. À l'image de l'ivoirien, celui de Guiguidou, cinq phases ponctuent l'évolution des centres. La première est celle de la construction des infrastructures : les logements, les bâtiments de stockage et de transformation, les laboratoires, les salles de formations, l'aménagement des parcelles et autres travaux hydro-agricoles. La deuxième étape est celle du démarrage des activités avec des expérimentations de variétés, hybrides pour la riziculture. La troisième poursuit ces dernières et intègre une mission de vulgarisation et de formation. L'avant-dernière phase poursuit les différentes activités réalisées par la partie chinoise, mais enclenche le processus de transfert entre les acteurs chinois et africains. De fait, le centre doit être autosuffisant et doit générer des bénéfices nets. La cinquième étape voit le départ définitif de l'équipe chinoise en remettant les clés du centre à son homologue africaine. Finalement, alors que des dons ou un prêt sans intérêt (si le montant est trop important) contribuent à la phase 1, voire 2, des prêts (sans intérêts) assurent généralement le fonctionnement du centre à partir de la deuxième étape.

En 2018, le continent africain accueille 12 centres opérationnels, 17 autres étant prévus ou en cours de construction (phase 1). Pour les premiers,

ils se situent ainsi en Côte d'Ivoire (Guiguidou), en Afrique du Sud, au Bénin, au Cameroun, en Éthiopie, au Liberia, au Sénégal (2 centres), au Togo, en Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe. Si plusieurs pays francophones accueillent ou accueilleront bientôt plus d'un centre (Côte d'Ivoire, Mauritanie et Sénégal), seuls les sénégalais sont aujourd'hui actifs. Ils sont situés à Podor (Nord) et à Sangalkam (Est de Dakar) et cumulent seulement 4,1 hectares. Les deux mauritaniens sont entre les phases 1 à 2, et les deux ivoiriens, en sus de Guiguidou qui est entré dans sa phase 3, sont encore au stade des négociations. Avec 52 hectares en moyenne, celui de Guiguidou (442 ha) est de loin le plus vaste centre de démonstration agricole chinois en Afrique.

Carte 2 : Le centre agricole ivoirien de Guiguidou

Parfois installés sur d'anciens projets taiwanais et plus fréquemment sur des sites des centres agronomiques nationaux, leur création suit un processus désormais bien rodé. Suite aux négociations politiques entre l'Ambassade chinoise et le ministère des Affaires étrangères du pays d'accueil, le Bureau économique et commercial chinois local entame les démarches administratives et techniques avec les ministères techniques et/ou avec des institutions et organismes spécifiquement chargés du produit agricole expérimenté. En Côte d'Ivoire, le centre Guiguidou est ainsi supervisé par le ministère de l'Agriculture, mais est surtout contrôlé et cogéré par l'Office national de

développement de la riziculture (ONDR). En fonction des capacités du pays d'accueil, des moyens et des ressources humaines mis à disposition, le contrôle sur le centre est plus ou moins effectif. Celui-ci se traduit notamment par la « co-rédaction » des conventions encadrant la gestion du centre. En réalité, la Chine rédige le document et le soumet aux parties du pays impétrant, qui modifie ou avalise directement la convention. Ce contrôle peut également prendre la forme de visites sur le site, plus ou moins fréquentes et plus ou moins bienveillantes.

Faisant suite à l'étude de faisabilité parfois menée dans des conditions rocambolesques et/ou sommaires, puis à la signature de la convention bilatérale, la construction des infrastructures débute grâce au don – ou au prêt sans intérêt le cas échéant – octroyé par l'État chinois et transmis *via* l'Ambassade locale. Dans bien des cas, ce lancement se caractérise par la réhabilitation ou la construction d'un axe routier bitumé. À cette étape, le pays d'accueil est parfois sollicité par une contribution au budget ou par la fourniture de matériels. Néanmoins, le budget alloué par la partie chinoise doit *a priori* permettre le fonctionnement du centre durant les trois premières années. C'est toutefois sans compter sur plusieurs aléas : climatiques, liés aux infrastructures, aux ressources humaines, aux conflits fonciers et aux dédommagements, aux lenteurs administratives et douanières (dont le dédouanage de matériels chinois) etc.

Une hiérarchie et un fonctionnement types sont instaurés dans tous les centres. Jusqu'à la cinquième phase, la direction revient à l'entreprise à capitaux publics et le plus souvent de rang provincial financée par le ministère du Commerce chinois (MOFCOM), voire par la *China Africa Development Bank* (CADB). Puisqu'il s'agit uniquement de dons ou de prêts sans intérêts mobilisant des sommes finalement limitées, l'Exim Bank of China n'intervient jamais dans cette partie congrue de la coopération sino-africaine. Originaire de la province cooptée, l'équipe se compose d'environ dix personnes, dont un traducteur, un représentant qui est souvent agronome de formation, et des techniciens. Ils bénéficient par ailleurs d'employés locaux qui assurent la cuisine, le ménage et fournissent ainsi la main-d'œuvre essentielle à la gestion du centre. Vivant partiellement en vase clos, des liens forts se développent entre l'équipe chinoise et leurs employés, ceux-ci restant de facto leurs subalternes. En outre, une co-direction sino-africaine peut être établie (Cameroun) ou fortement souhaitée par les acteurs locaux (Côte d'Ivoire). L'hétérogénéité des situations transparait également à travers le rôle des organismes nationaux de recherche agronomique, plus ou moins efficient, souhaité et possible. À Abidjan, le Centre national de la recherche agronomique ivoirien (CNRA) est chargé du test des variétés hybrides, et par conséquent, de valider ou non

ces semences qui sont par la suite utilisées par l'ONDR et l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) sur d'autres parcelles en Côte d'Ivoire.

Ces fonctionnements verticaux doivent tout de même composer avec certaines réalités locales. Ces dernières peuvent être synthétisées à travers quatre éléments principaux qui mettent en exergue quatre échelles spatiales : les relations entre les expatriés chinois et les populations allochtones, allogènes et/ou autochtones ; les relations avec leurs correspondants directs, soient les fonctionnaires du MINAGRI ou de l'ONDR pour la Côte d'Ivoire ; les relations plus globales de la Chine et de ses représentants locaux avec le gouvernement africain bénéficiant du centre ; enfin, le contexte socio-économique et politique local qui peut fortement influencer sur les relations extérieures, dont celles avec la Chine.

Si les tailles des infrastructures et surtout des périmètres divergent, il faut y voir des situations contrastées dans chaque pays africain bénéficiant de cette coopération agricole. De 0,3 hectare en Afrique du Sud (pisciculture) à 442 en Côte d'Ivoire (riziculture), la superficie peut, dans un premier temps, dépendre des expérimentations réalisées. Ensuite, la phase 2 caractérise ce « temps » où les essais se font sur de faibles surfaces, induisant potentiellement des difficultés à accroître ces superficies dans des contextes de pression foncière complexes et conflictuels. Enfin, l'objectif annoncé étant de parvenir à l'autogestion et à une certaine pérennité, la question est bien de savoir comment passer du stade expérimental sur quelques hectares au stade commercial et productif sur plusieurs centaines d'hectares nécessaires à cette production. Hormis pour le cas ivoirien, aucune réponse ne peut être apportée en 2018.

Bien que le riz reste prépondérant, la Chine développe et teste l'élevage de porc ou de volaille (Mauritanie, Éthiopie, République démocratique du Congo et Sénégal), la pisciculture (Afrique du Sud, Éthiopie, Ouganda et Togo), le maïs (Bénin, Congo-Brazzaville, Malawi, Mali, Tanzanie ou Zambie), le coton (Soudan), le maraîchage, et subsidiairement, les pommes de terre, l'arachide, les fruits et légumes, le blé, le sorgho ou le manioc. Cette diversification doit finalement permettre de répondre à la double vocation des centres : participer aux stratégies nationales africaines et à la sécurité alimentaire d'une part, et contribuer au « modèle de coopération » chinois en Afrique d'autre part.

Ce « modèle », que certains nomment Consensus de Pékin (Ramo, 2004), présente concomitamment trois visages. Bien que les passerelles entre eux soient multiples, chacun représente globalement une échelle analytique. Géopolitique, le premier est inhérent à la rente, instrumentalisée à divers degrés, que constitue l'aide chinoise, aux conflits ou rivalités multiscalaires

afférents, et peut être associé à la notion de *Soft Power* (Bassan et Gabas, 2017 ; Nye, 2004) : prestige et image de la Chine populaire, relations diplomatiques et politiques avec la communauté internationale – y compris dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) (Aurégan, 2017b) et désormais Objectifs de développement durable (ODD). Économique et commercial, le deuxième niveau concerne les entreprises publiques, mais également privées. Ces dernières sont soit créées en Chine, soit créées par des « migrants-investisseurs » (Aurégan, 2016b) chinois installés dans les pays d'accueil. De droit ivoirien par exemple, ces entreprises spécialisées dans l'agriculture vont bénéficier des centres de démonstration en proposant sur les marchés nationaux et/ou régionaux des intrants, des variétés, du matériel et de l'expertise. Ce dernier point peut être mis en parallèle des « médecins » chinois pratiquant la médecine traditionnelle au sein des principales métropoles africaines. L'essaimage de pratiques ne se fait pas uniquement par le haut. Enfin, la Chine entend affiner son rôle en tant qu'État émergent du Sud aidant les pays en développement du Sud. Ceci se matérialise en premier lieu par les FOCAC, puis par les relations bilatérales sino-africaines. Il est d'ailleurs envisageable d'intégrer, depuis mi-2014, la Nouvelle banque de développement des BRICS (NDB) qui se veut la concurrente antilibérale de la Banque mondiale.

En définitive, l'enchevêtrement de ces trois niveaux permet d'illustrer la complexité du phénomène Chine-Afrique, lié aux centres agricoles en l'occurrence. Premièrement, alors qu'ils sont majoritairement rizicoles, ces centres expérimentent de nouvelles variétés hybrides en occultant ostensiblement une des principales structures en la matière. En effet, bien que la Chine finance les deux, le Centre du riz pour l'Afrique (*AfricaRice*) qui est membre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI ou CGIAR) n'a jamais été sollicité par Pékin. Ces deux acteurs majeurs ne sont donc aucunement affiliés à la « politique » agricole chinoise en Afrique. Des échanges de savoir-faire seraient toutefois bénéfiques, y compris avec des centres de recherche occidentaux (CIRAD par exemple).

Secondement, les autorités chinoises aiment valoriser les rapports historiques et fraternels entre Pékin et les capitales africaines. C'est le cas dans le cadre rizicole et des recherches agronomiques attenantes. Avec des rendements atteignant parfois 1,2 tonne à l'hectare, le riz hybride, développé dans les années 1970 et désormais utilisé en Afrique a été personnifié par Yuan Longping, professeur de l'université agricole du Hunan (Changsha). Décoré en 2004 (Prix Wolf et Prix mondial de l'alimentation), M. Yuan incarne à lui seul les réformes économiques chinoises puisque cet universitaire est impliqué dans deux centres rizicoles : le libérien (*Yuan Long Ping High-Tech Agriculture*,

LPHT) et le malgache (*Hunan Academy of Agricultural Science*). Président honoraire et actionnaire minoritaire (moins de 2 %) du groupe à capitaux publics placé sous la tutelle du ministère de la Science et de la Technologie (MOST), M. Yuan est représenté par l'un de ses enfants, Dingjiang, qui est vice-président de LPHT. Cette fonction met en exergue les réformes liées aux entreprises, débutées à partir de 1979 et amplifiées à partir des années 1980 avec l'apparition du droit privé. L'autre casquette de M. Yuan, chercheur au sein de l'université des Sciences provinciale du Hunan, est donc totalement publique. À travers ces deux centres africains et ces activités publiques et privées, le « père » du riz hybride matérialise une certaine dichotomie entre aide publique au développement *a priori* désintéressée d'un côté, et stratégies commerciales assimilées à la « coopération » sino-africaine de l'autre. Les centres de démonstration agricole ne forment donc qu'un exemple parmi d'autres de la doctrine étatique chinoise, qui consiste en une intervention plurielle et multisectorielle des acteurs chinois en Afrique. Avec son centre de démonstration de Guiguidou, la Côte d'Ivoire ne fait pas exception.

III - Le centre de Guiguidou : symbole agricole sino-ivoirien et premier retour d'expérience à l'échelle africaine

Quelques mois après la reconnaissance bilatérale de 1983 et comme dans bon nombre d'États africains, le premier accord de coopération du 14 décembre 1984 concerne l'agriculture. Cette porte d'entrée pékinoise en Côte d'Ivoire et en Afrique concerne un double projet nommé Guiguidou-Qingke. Le second volet, une usine de chocolaterie en Chine, n'a jamais abouti en raison de détournements et de conflits entre acteurs. Non sans difficulté, le premier fut bien mené à terme et il concerne l'irrigation d'un périmètre rizicole à proximité de Divo au Sud de la Côte d'Ivoire. Cet aménagement hydro-agricole est, du reste, le principal projet sino-ivoirien dans le secteur primaire.

1 - Genèse et objectifs du projet Guiguidou

Entre le 19 juin et le 6 août 1986, un échange de lettres sino-ivoirien met en perspective l'aménagement d'un millier d'hectares dans les départements de Divo et de Danané (extrême Ouest, à proximité de la frontière libérienne et de Man). Deux ans plus tard, une mission technique chinoise séjourne en Côte d'Ivoire. Parcourant ces deux territoires entre le 14 décembre 1987 et le 21 avril 1988, elle remet, à l'issue de ses analyses, des documents relatifs à la conception des travaux à envisager (Bnetd, 1998 ; Bnetd, 2000 ; MINAGRI, 2004). La Côte d'Ivoire formule des remarques sur ces documents et accueille

- 14/12/1984 : Signature du Protocole d'accord.
- 3/06/1986 : Signature de l'accord de prêt (sans intérêts) d'un montant de 50 millions de yuan.
- Juin 1989 : Élaboration par la partie chinoise du premier dossier de conception.
- Octobre 1989 : Transmission d'une note de synthèse des observations par la partie ivoirienne.
- Novembre 1989 : Mission technique chinoise.
- 12/02/1990 : La partie chinoise fournit un avant-projet détaillé.
- 1990 à 1992 : Multiples échanges modifiant les études réalisées par la partie chinoise. Arrivée d'une nouvelle mission chinoise devant finaliser le projet.
- 23/10/1992 : Signature du contrat-cadre entre les deux parties.
- 5/11 au 15/12/1992 : Suspension puis reprise des négociations inhérentes à l'évaluation du coût du projet.
- 4/03/1993 : Signature du marché de conception et d'exécution.
- 25/08/1993 : Une délégation chinoise prépare l'installation de l'entreprise chinoise.
- 8/09/1994 : Émission de l'ordre de service pour le démarrage des travaux (*phase 1*).
- 20/09/1994 : Notification de l'ordre de service de la partie chinoise (validation de la phase 1).
- 22/09/1994 : Démarrage effectif du projet (travaux).
- 1994 à 2013 : Activités, dont expérimentations de variétés hybrides (*phase 2*).
- 2013 : Évolution en centre de formation agricole (*phase 3*).

Encadré 1 - Les étapes clés du centre de démonstration agricole chinois de Guiguidou

en novembre 1989 une deuxième visite, soit une contre-visite. Si Danané n'est pas retenu, le gouvernement ivoirien avalise Guiguidou, plus proche d'Abidjan, et justifie le projet bilatéral en nommant les potentialités insuffisamment exploitées de cette région. Un des objectifs annoncés est ainsi l'aménagement de 500 ha à Guiguidou (dont 442 cultivables, donc nets) pour accroître la production locale de riz à partir d'un système d'irrigation et de mécanisation. Un différend sino-ivoirien, imposant une nouvelle mission chinoise en 1989, concerne une des deux variantes proposées par la Chine. Dans son premier rapport, la mission préconise la construction d'un réservoir d'eau qui risque d'inonder une superficie de 1 200 ha comprenant des plantations (café-cacao), mais également certains villages environnants. Le second est retenu par la Côte d'Ivoire et concerne la construction d'écluses sur le marigot. À l'époque, ce dernier semble moins exigeant techniquement et surtout moins coûteux. Il représente pourtant 30 % (11 millions €) de l'aide agricole chinoise apportée à la Côte d'Ivoire depuis 1983.

L'aménagement n'en a pas moins modifié l'environnement puisque les plantations de 158 paysans ont été partiellement ou entièrement touchées par

l'emprise du projet. Ils ont été indemnisés par l'État ivoirien. Chaque famille a touché l'équivalent de 678 €. Cette indemnisation fut aux trois quarts accordée par le MINAGRI, le restant par la préfecture de Divo.

Dans les années 1990, la Chine ne disposait pas d'une réserve de devises aussi conséquente qu'actuellement, et l'enjeu était de faire, pas nécessairement de bien faire. Le coût est ainsi au cœur du projet Guiguidou, ce qui, du reste, est fort compréhensible. Altérant par conséquent la qualité des recherches, les erreurs toponymiques et de relevés réalisées par la partie chinoise restent néanmoins bénignes en comparaison des négligences délibérément entretenues par les missions asiatiques. De fait, souhaitant économiser et ne pas produire une nouvelle étude, elles ont simplement transposé les données relevées à Danané pour Guiguidou, alors que le régime pluviométrique, le relief, la végétation, les écoulements et les bassins-versants divergent fortement entre ces deux régions distantes de 400 kilomètres. Cette étude pédologique « menée très sommairement », selon un rapport du Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD) ivoirien, fut la cause de retards conséquents dans le démarrage des travaux, soit de la phase 1. Il faut attendre 1992 pour que les négociations inhérentes au coût du futur centre débutent. De par cette qualité de pouvoir négocier et orienter l'aide chinoise, la Côte d'Ivoire se veut précurseur en Afrique (Aurégan, 2016b).

Le périmètre de Guiguidou (*Carte 2*) appartient à un régime équatorial de transition, au Sud de la ligne Soubré-Toumodi-Abengourou. Une rivière, le marigot Gô, traverse cet espace. Elle coule selon un axe Nord-Sud pour se jeter dans le Tagba. Long de 96 km, le Gô possède un bassin-versant de 622 km² et la pente, faible, est en moyenne de 1,18 %. Son lit, ni large ni profond, ne s'élargit qu'aux saisons des pluies, en période de crue. Le débit est ainsi très variable. Durant les saisons sèches, les affluents du Gô cessent de couler et d'alimenter le marigot qui alimente des plaines recouvertes d'alluvions et de limons, notamment à la suite des crues. Sous cette couche, l'épaisseur est comprise entre 1 et 2 mètres. Avec sa texture argileuse homogène, ce sol possède de grandes aptitudes à la riziculture. Durant la saison sèche, le tarissement impose, de fait, un système d'irrigation. Enfin, cette région, plane et légèrement inclinée vers le Sud, ne possède que trois reliefs : les collines Hire et Do, et le mont Taabo. Ce paysage de forêt tropicale se caractérise par une forte anthropisation, avec les cultures arbustives (café et cacao) et vivrières (manioc, igname, maïs, banane et riz notamment) présentes dans cette partie méridionale de la Côte d'Ivoire, qui compte ainsi sur l'expertise rizicole chinoise pour mettre en valeur ces centaines d'hectares.

Encadré 2 - Présentation succincte du périmètre de Guiguidou

Des deux côtés, le projet va voir l'intervention de nombreux acteurs. Pour la partie ivoirienne, le MINAGRI est désigné maître d'œuvre. Le BNETD est nommé contrôleur technique et, en sus du contrôle financier, coordonne les différents acteurs avec le soutien technique de l'ONDR. L'ANADER, enfin, est chargée du volet encadrement, de la formation des bénéficiaires et de la vulgarisation agricole. La partie chinoise, qui obtient la conception, est représentée par la Compagnie d'exportation des équipements complets de Chine (COMPLANT). Elle produit l'étude technique, réalise l'aménagement hydro-agricole de 442 ha nets et la piste d'accès au périmètre. COMPLANT apporte par ailleurs une assistance technique en matière de gestion des réseaux hydrauliques et de conduite des irrigations, de techniques culturales et de petite mécanisation agricole. Les principales composantes du projet sont ainsi la réhabilitation de la piste d'accès de 20 km et de pistes de dessertes, l'électrification des villages de Guiguidou et d'Ahouati – les propriétaires terriens –, la réalisation d'installations auxiliaires (centre d'habitation, atelier de décorticage, aires de séchage et magasins de stockage), et enfin, l'aménagement, en tant que tel, avec par exemple deux barrages-écluses. Afin d'encadrer le projet, la Compagnie ivoirienne pour le développement des vivriers (CIDV) est créée par l'État ivoirien. Les premières expérimentations sont faites sur 5 ha et portent sur les essais du matériel et les techniques de labour, le calendrier des semailles, l'utilisation des engrais, des insecticides et pesticides, et la moisson.

En filigrane, Guiguidou entre directement dans plusieurs stratégies ivoiriennes de développement – rizicole – qui se suivent à travers les décennies. La principale valeur ajoutée de ces centres agricoles est effectivement relative à la contribution chinoise, même modeste, aux politiques endogènes. En Côte d'Ivoire, les fonctionnaires des années 1980 avaient défini six raisons pour lesquelles ce centre devait sortir de terre. Tout d'abord, l'existence d'une plaine propice à la riziculture et arrosée par de nombreux affluents du marigot Gô permettait, deuxième considération, de réaliser deux cycles de production de riz paddy à partir d'un système d'irrigation simplifié. Ensuite, le territoire concerné et les études socio-économiques menées par le BNETD font état d'une certaine disponibilité de la population rurale, favorable à la riziculture irriguée. Ceci rejoint, quatrième raison, un besoin local et national de promouvoir la culture du riz dans une région qui cultive principalement des cultures de rente (café, cacao et banane) et qui est devenue importatrice de riz... chinois. L'antépénultième argument tenait à la faisabilité de l'aménagement. Enfin, le gouvernement entendait tirer profit de l'assistance technique en matière de gestion des réseaux hydrauliques et de conduite des irrigations, de techniques culturales et de petite mécanisation agricole.

Plus récemment, Guiguidou a permis de cibler trois objectifs principaux qui consistent en la fixation des populations locales par une augmentation des revenus, dans la contribution à l'autosuffisance alimentaire, et finalement à la formation des agriculteurs aux techniques modernes du riz irrigué par l'introduction de semences sélectionnées. En outre, il conviendrait d'intégrer la maîtrise de l'eau et la pratique de l'agriculture motorisée. Depuis 2012, l'ensemble de ces ambitions est entériné dans la Stratégie nationale du développement de la riziculture 2012/2020 (SNDR). Entré dans sa phase 3, le centre Guiguidou permet ainsi de mettre en perspective les impacts engendrés par la rotation des équipes chinoises, et de tirer un premier bilan de ses activités qui touchent en premier lieu les populations directement concernées par la riziculture.

2 - Impacts socio-économiques et bilan du centre agricole Guiguidou

Situé à environ 40 km au Sud-Est de Divo, sur l'axe Divo-Tiassalé, l'aménagement hydro-agricole de Guiguidou comprend les villages de Kétasso, de Chiepo et de Guiguidou, la principale localité dont le projet porte le nom. À ces villages sont rattachés 370 campements qui, en 1998, lors du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), comptent au total 12 500 habitants. Cette population a plus que doublé depuis, le dernier RGPH de 2014 ayant recensé 31 006 habitants. D'après l'étude du BNETD d'août 2000, la zone est habitée par des autochtones Didas (12 %), et par des allogènes originaires de Centre ivoirien (Baoulés, 27 %), du Burkina et du Mali (61 %). Ces allogènes, « incités » à mettre en valeur le Sud forestier par la puissance coloniale française puis accueillis avec bienveillance par Félix Houphouët-Boigny après l'indépendance de 1960, forment la main-d'œuvre agricole dont a bénéficié le Sud de cette région, la boucle du cacao et plus largement le Sud de la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, en 1998, la population est composée à 47,3 % de femmes.

Ainsi, le projet Guiguidou concerne en premier lieu des agriculteurs « allochtones » ou allogènes originaires du Centre de la Côte d'Ivoire. En revanche, les autochtones sont beaucoup mieux regroupés et organisés, en associations de villageois et/ou en groupements à vocation coopérative. Si ces derniers sont mieux équipés, il n'est pas envisageable d'évoquer une mécanisation de cette région dans les années 1990, puisque moins de 10 % des chefs d'exploitation disposent de véhicules bâchés ou de camions – et encore, sur ces 10 %, seuls 13 % en sont propriétaires. Dépendantes de cette faible mécanisation, les sources de financement sont très majoritairement issues de fonds propres. La scolarisation des enfants, les cérémonies coutumières,

l'équipement en matériel de travail et la main-d'œuvre ne sont qu'entre 1 et 2,5 % financés par des crédits, même coopératifs. Les objectifs de l'État ivoirien prennent corps à travers ces informations.

De plus, et si les termes « précarité » et « pauvreté » peuvent être appliqués et représenter ces populations, il faut noter la faible taille des exploitations agricoles. Elle était de 1,1 parcelle de café de 1,6 ha par parcelle ; de 2,2 parcelles de cacao de 1,9 ha par parcelle ; et de rares parcelles de vivriers aux superficies variables (0,5 à 1,5 ha). Pour ces dernières, le maïs et le riz pluvial ou de bas-fond sont privilégiés. Pour le riz pluvial de Kétasso et de Chiepo, il occupe 30 % des chefs d'exploitation agricole : 37 % des étrangers, 24 % des allogènes ivoiriens et uniquement 5 % des autochtones. Pour le riz de bas-fond de Guiguidou, l'enjeu des infrastructures est patent dans ces années précédant la coopération chinoise : aménager et construire les barrage-écluse a permis d'inonder le bas-fond. De fait, la rivière, qui n'a pas un cours permanent, notamment durant la saison sèche, connaissait une période de tarissement plus longue que celle de crue (9 contre 3 mois). Outre le très faible équipement (houes, machettes, atomiseurs), le « cadre de vie plutôt modeste » des chefs d'exploitation est à mettre en parallèle des lieux de stockage des récoltes : 22 % seulement en disposent.

La population intéressée par le projet chinois se compose alors de 221 familles, à raison de 7,6 membres par famille, pour un total de 1 680 personnes (20 % de la population de la région concernée). Les candidats, âgés de 25 ans en moyenne, sont majoritairement des allogènes (81 %), ivoiriens comme étrangers, et ont peu suivi les cours élémentaires (les deux tiers). Parmi les 19 % ayant pu suivre une scolarité, seule la moitié a pu atteindre le cycle secondaire. L'ensemble de cette population n'a jamais suivi de formation agricole (90 %) et travaille, pour la plupart, comme aide familiale dans les villages (80 %). Toutefois, 51 % d'entre eux ont déjà eu l'occasion de pratiquer ou de voir des cultures rizicoles irriguées, mais 80 % estiment que c'est un travail pénible, bien qu'intéressant. Tous ou presque (96 %) ambitionnent de profiter de cette opportunité si elle se présente à eux. Enfin, les projets de ces populations jeunes sont avant tout vivriers, car 60 % d'entre eux souhaitent gérer de faibles superficies (moins d'un hectare), et 94 % ont l'intention d'auto-consommer leur production. Pour les 6 % souhaitant vendre les productions, aucune tendance ne ressort quant à la destination des productions. Un tiers veut la vendre à l'usine, un tiers aux commerçants dioula, et le dernier tiers aux consommateurs finaux sur les marchés environnants, donc au détail.

C'est dans ce contexte qu'un millier de paysans s'est regroupé dans la Coopérative des riziculteurs de Guiguidou (CORIGUI), au capital social de 22 200 €. Son chiffre d'affaires est équivalent à 335 000 € avec une production

de riz paddy de 1 700 tonnes, ou de 1 140 tonnes de riz blanchi. De fait, à la MATAC, la CORIGUI produit, transforme et commercialise le riz à l'appellation homonyme du projet. Les documents d'études ivoiriens comme chinois (CLIC, 2014), plus ou moins précis, le sont expressément lorsqu'il s'agit de la rentabilité du projet. À raison de 1 680 individus, ils estiment l'investissement nécessaire à 152 000 € pour 82 personnes, soit 11 familles d'agriculteurs. En cela, « le projet est donc économiquement et socialement rentable », ce que ne contestent pas les conclusions de l'analyse économique et financière. Bien que « sensible aux variations des prix et des rendements, le projet paraît intéressant si la transformation du paddy en riz blanc est maîtrisée par les agriculteurs ». Rentable, le projet « justifie la réalisation des investissements collectifs accompagnant l'aménagement irrigué sur le site. Sa réalisation permettra de réduire les sorties de devises consécutives aux importantes importations de riz ». Enfin, « socialement, le projet permet de créer un certain nombre d'emplois substantiel, et donc une redistribution de revenus dans la région. Cette dimension sociale du projet vient ainsi renforcer l'intérêt de sa réalisation ».

Économiquement, le coût bisannuel est estimé à 200 000 €, soit le budget de chaque convention qui est ici financée sous forme de don. Le montant initial du projet Guiguidou, soit les phases 1 et 2, est quant à lui de 15 millions €. Ils furent supportés à 31 % par la Côte d'Ivoire *via* un prêt sans intérêts. Si 11 millions € des crédits proviennent donc de la Chine, il est certainement plus intéressant de s'intéresser au caractère lié de l'aide chinoise. Ainsi, COMPLANT a bénéficié à 99,5 % du budget accordé par Pékin. Cooptée par la Chine, COMPLANT n'a pas laissé un souvenir impérissable aux agents du BNETD et de l'ONDR. Le premier estime de prime abord que les travaux ont connu un retard important, trois années tout de même. Le BNETD, dans ses rapports, détaille par la suite ces « difficultés rencontrées ». Concernant la piste d'accès, les travaux ont commencé avec une année de retard et ont impacté le projet d'aménagement. Celui-ci a également connu de nombreuses difficultés, induites par une insuffisante communication (faible nombre d'interprètes chinois), une méconnaissance du terrain et des conditions de travail en Côte d'Ivoire, de trop rares matériels de terrassements mis à disposition par COMPLANT, le faible personnel qualifié au sein de l'équipe chinoise, une mauvaise organisation du chantier, ou encore la réticence des experts chinois à suivre les conseils et recommandations de la mission de contrôle (le BNETD). S'est enfin ajoutée une rivalité locale entre les villages de Guiguidou, favorisé, et celui de Kétasso, qui a finalement obtenu en contrepartie une adduction en eau, l'électrification du village ainsi que la construction d'une école.

Inauguré le 14 février 2000 par le ministre de l'Agriculture ivoirien et l'ambassadeur chinois, le centre Guiguidou est entré dans sa dixième convention (2016-2018). Il est géré par l'ETL China Liaoning International Economic and Technical Cooperation Group (CLIC) et a été créé en 1986. Son siège social est situé à Shenyang, capitale de la province. SARL de droit privé chinois (entreprise relevant de la loi sur les sociétés à capitaux), elle revendique entre 50 et 100 employés. Entre 2014 et 2016, elle a dépêché une équipe composée de sept personnes, toutes originaires du Liaoning comme le CLIC, qui est dirigée par M. Zhang, secrétaire et ingénieur hydro-électrique. À ses côtés vivent et travaillent le chef de mission, un agronome, un traducteur, un agronome adjoint, un ingénieur hydraulique et un technicien agro-industriel.

À l'image des conventions, Liu Lanjin – qui, en juillet 2011, se prêta au jeu d'un photoreportage du média Chine Informations – et ses collègues disposent de contrats renouvelables de deux années fixés entre le CLIC et l'État ivoirien, soit le ministère des Affaires étrangères qui se trouve être le point focal. C'est en raison de cette centralisation par le ministère que certains projets et certaines interventions chinoises sont ralentis. Annuellement, ils disposent de congés équivalents à un ou deux mois. Ils peuvent ainsi rentrer en Chine, mais une seule fois par an en théorie. À la fin du contrat de deux années, s'il n'est pas reconduit, le salarié peut rester en Côte d'Ivoire. En revanche, la SARL chinoise ne propose pas de faire venir les familles. De toute manière, les conditions ne sont pas réunies, tant en termes d'espace que d'éducation pour les enfants. Payés en Chine, les salariés du CLIC sont nourris, logés et blanchis. Ils disposent tout de même d'une prime mensuelle de 152 € et peuvent, si besoin, contracter des crédits. Ces *per diem* sont payés par l'Ambassade, soit par l'État chinois. Ce n'est pas le cas des salaires qui sont inclus dans le budget de fonctionnement. Au final et de leurs propres aveux, leur statut est avantageux. En cumulant primes et salaire, leur rétribution est en moyenne de 1 800 €, soit le double de ce qu'ils peuvent espérer en Chine. À Abidjan, ils bénéficient par ailleurs d'une maison à Marcory (Sud d'Abidjan, sur l'axe reliant le Plateau à l'aéroport) et d'une voiture. Au sein de la MATAC, les techniciens chinois disposent d'un potager de 600 m² où ils cultivent légumes et autres produits alimentaires. Ils ont à leur disposition deux ou trois véhicules de type 4 x 4, selon les années et l'état de ces derniers. Comme le logement abidjanaise, ils appartiennent à l'Ambassade. À Guiguidou, à proximité de leur logement éloigné de 20 km environ du périmètre, l'équipe a également construit un poulailler. Les besoins quotidiens de ces expatriés sont en outre assurés par l'importation de produits chinois (cigarettes, thé, nouilles, épices, livres, etc.). L'importation par conteneur, qui est stipulée dans les conventions, n'est pas réellement explicite et en aucun cas chiffrée.

En définitive, les représentations de l'ONDR et de ses dirigeants permettent de tirer un premier bilan de ce centre agricole chinois. Ils expriment tout d'abord la difficulté à contraindre la partie chinoise à respecter ses engagements et l'aspect trop unilatéral de la coopération. De plus, puisque le mode de cession du foncier diverge partiellement d'un État africain à l'autre, nombreuses sont les difficultés pour la partie chinoise à intégrer les règles et coutumes ivoiriennes. C'est pour cette raison que le lancement de la phase 1 des centres de Korhogo (Nord) et Yamoussoukro (Centre) est retardé. Outre les désaccords entre les autorités locales (District de Yamoussoukro et mairies) et les représentants chinois, les propriétaires terriens et/ou exploitants sont peu enclins à signer les baux emphytéotiques demandés par la partie chinoise. Sur des surfaces limitées, une densité de population importante doit subvenir à ses besoins élémentaires, et les projets chinois bouleversent parfois le fragile équilibre créé depuis des décennies. Des contradictions existent aussi au niveau de la formulation des projets, et spécifiquement des clauses. Les acteurs ivoiriens estiment par ailleurs que la partie chinoise n'associe pas assez – ou trop peu – la population directement touchée, et qu'elle n'honore pas toujours ses devoirs. Il y aurait ainsi trop de conditionnalités pour la Chine, qui doit intégrer les exploitants locaux, entretenir les plantations, détailler et anticiper ses faits et gestes, etc. Pour la partie chinoise donc, si les critiques sont mesurées, elles ne cachent pas la lassitude et l'exaspération induites par les délais de négociation, et surtout par la difficulté à obtenir des superficies agricoles sur des territoires soumis aux aléas climatiques, à une forte pression foncière et aux conflits afférents. Le centre de Korhogo pourrait ainsi être divisé sur deux principales parcelles séparées de 15 à 20 km. Les parcelles de Yamoussoukro font quant à elles l'objet d'un conflit foncier entre l'État, le District de Yamoussoukro et des propriétaires terriens, ces deux derniers acteurs souhaitant tirer profit de la rente chinoise. Enfin, un réel problème de diffusion de l'information est relevé par l'ONDR, puisque la Chine s'évertue à créer de simples notes et des documents restreints (Tableau 1), alors que l'office ivoirien souhaiterait de véritables rapports détaillés. Comme le résumaient fin 2014 Yacouba Dembélé, Directeur général de l'ONDR, et Christian Kouamé Bi, ingénieur : « comme il n'y a rien d'écrit, on ne sait rien du tout ».

Nonobstant ces critiques, le projet Guiguidou est au cœur de la politique rizicole ivoirienne, de la SNDR. Il a permis de certifier deux variétés sur 36, d'en retenir 10, deux autres étant en cours d'homologation et 12 nouvelles étaient prévues dans la neuvième convention. Outre le don de tracteurs, de matériel divers et d'unités de transformation, l'ONDR peut tester ce matériel, mais surtout les semences issues de Guiguidou sur d'autres territoires ivoiriens, notamment à Gagnoa et à Yamoussoukro. Le JT 11, homologué fin 2014, est considéré comme la meilleure semence sino-ivoirienne. Avec un

excellent rendement, une bonne résistance aux maladies, elle est utilisée sur 250 ha au total. Bien que le processus d’homologation avec le CNRA soit long, les premières semences donnent déjà 8 à 9 tonnes par hectare, avec deux récoltes annuelles au minimum. Enfin, bien que cela soit récent et perfectible, la formation d’élèves, d’étudiants et de producteurs est bénéfique aux mondes ruraux local et national, à la SNDR, à l’ONDR et donc à l’ensemble de la filière. Si M. Zhang déplore le fort taux d’analphabétisme, la ou les deux formations annuelles contribueront, à terme, à l’autosuffisance ivoirienne rizicole, à la diversification agricole et à l’augmentation – si ce n’est déjà la consolidation – des revenus ruraux liés à cette production de riz sino-ivoirien.

Activités à mener	Détails
Chine et Côte d'Ivoire	
Importation de nouvelles variétés	12 nouvelles variétés de riz en vue de réaliser des tests d'adaptabilité pour des éventuelles homologations
Importer trois différents types de machines	3 machines à repiquer le riz ; procéder ensuite à la promotion et à la diffusion de ce matériel dans d'autres localités
Réaliser des formations	Dans le domaine de la production de riz en faveur d'étudiants, d'élèves d'écoles d'agriculture et de producteurs
Réhabiliter la piste principale	Piste de 20 km d'Ogoudou au périmètre
Procéder à un transfert de technologie	Transfert de technologie rizicole en faveur des producteurs du périmètre et d'ailleurs
Renforcer la coopération	Entre la CLIC et l'ONDR dans le cadre de la SNDR. Mettre à disposition de l'ONDR : 3 trieuses d'une capacité de 1,5 t/ha 2 tracteurs de 80 et 100 ch, avec leurs accessoires (pulvérisateurs et charrue à disque) 6 motoculteurs pour le labour 1 camion-benne de 3,5 t pour la collecte 2 tonnes de semences de variétés CG 11 et CY 2 pour produire 200 t 1 bureau équipé à Guiguidou pour les agents ONDR
Engagements	Détails
Chine	
Réaliser (achever) un centre de formation	Achever le centre pour les élèves des écoles d'agriculture, les producteurs, etc.
Expérimentation de nouveaux matériels	Tester le nouveau matériel (repiqueuses, faucheuses, tracteurs, motoculteurs, etc.)
Nouvelle unité de transformation de riz	Tester la nouvelle décortiqueuse
Nouvelles variétés de riz	Tester trois nouvelles variétés (CG 12, CY 3 et CT 1)
Fourniture d'intrants agricoles	Distribution gratuite de trois nouvelles variétés de riz avec intrants
Entretien du périmètre	Entretenir le périmètre
Côte d'Ivoire	
Étude technique	Réaliser une étude pour la réhabilitation totale du périmètre de Guiguidou
Étude foncière	Réaliser une étude foncière adéquate du périmètre
Étude sur CORIGUI	Réaliser une étude sur la dynamisation de la CORIGUI
Expérimentation des nouvelles variétés	Participer à l'expérimentation des 3 nouvelles variétés de semences de riz (CG 12, CY 3 et CT 1)

Tableau 1 - Activités prévues et engagements respectifs dans la 9^e convention de Guiguidou (2014-2016)

Conclusion

Depuis 2006, Pékin se dote des moyens nécessaires afin d'élever, dans les faits et sur le terrain, l'agriculture en tant que secteur prioritaire de la politique chinoise en Afrique. Lorsqu'ils sont effectivement suivis de faits tangibles, les effets d'annonce sont synthétisés – et publiés – dans les plans d'action des FOCAC. Le sixième, celui de décembre 2015, mettait en avant de nouveaux partenariats censés appuyer l'aide chinoise qui se veut de plus en plus ouverte et multilatérale comme en atteste la création, le 18 avril 2018, de la *State International Development Cooperation Agency* (SIDCA). Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'Union africaine (UA) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vont, à court terme, devenir des partenaires de premier plan. Plus précisément, en sus de poursuivre la coopération agricole prévue dans les FOCAC ante-2018, la Chine entend, jusqu'au FOCAC sénégalais de 2021, poursuivre son soutien au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD, « réaliser la sécurité alimentaire d'ici 2030 », créer 50 projets d'assistance agricole, envoyer 500 agronomes, former des jeunes entrepreneurs agricoles africains « pionniers », certifier des semences, et prioriser les secteurs du coton et de la canne à sucre. Surtout, l'innovation du FOCAC de 2018 tient dans la création d'une Commission Chine-Union africaine dans la coopération agricole, dans l'organisation d'un Forum sino-africain sur l'agriculture, et enfin dans la création d'un centre de recherche Chine-Afrique sur le développement agricole (MFAPRC, 2018). Il y a donc deux volets agricoles chinois en Afrique : un multilatéral, sous-exploité (par la force des choses ou volontairement), et un bilatéral, de plus en plus dense. Pour ce dernier, les centres de démonstration apparaissent comme les éléments centraux de cette coopération agricole sino-africaine et comme des outils pérennes et utiles en vue de contribuer à l'autosuffisance alimentaire, à la formation idoine, à la diversification et à la transformation des produits cultivés au sein de ces aménagements. Compte tenu de la récence de ces centres, les conclusions de mi-étape proposées ici devront être étayées dans quelques années.

En Côte d'Ivoire, cette expérience peut être parfois vue comme conflictuelle ou contraignante pour l'État chinois et ses acteurs, car l'État ivoirien dispose de moyens, d'organismes et de bureaux d'études et de contrôles obligeant la partie chinoise à détailler financements et coopérations. Contraignant certes, mais la Chine a également à retirer de l'expérience bilatérale Guiguidou : d'un point de vue politique, diplomatique, mais également économique et commerciale – puisque l'aide est liée. Le prisme scientifique est substantiel et double car il est lié aux sciences humaines et sociales d'une part, et aux sciences

de l'environnement d'autre part. Entré depuis 2013 dans la phase centrale d'un financement qui diverge finalement peu d'un partenariat public-privé (PPP), Guiguidou met en exergue certaines réussites (formations, homologations, transferts de savoir-faire, retombées socio-économiques, création d'une agro-industrie à vocation locale), mais également plusieurs déconvenues, qui furent globalement surmontées au fil des années. Avec les deux prochains centres agricoles de Yamoussoukro et de Korhogo, la Côte d'Ivoire va devenir le pays africain le mieux doté en la matière, et l'expérience ne fait finalement que commencer puisque vers 2020, la MATAC devrait théoriquement quitter Guiguidou. Le flambeau passé, le facteur commercial aura nécessairement pris une tout autre ampleur. Il conviendra alors, pour la Côte d'Ivoire, en sus de doter ces centres de moyens suffisants (Kotchi, Ouattara-Coulibaly et N'guessan, 2018), de limiter sa dépendance aux matériels, aux intrants et aux semences chinois. En définitive, la latitude accordée par les États africains à la Chine dans les accords de coopération est l'un des principaux enjeux qu'il est possible d'apposer aux centres agricoles, puisque « celui qui donne à forcément le droit de choisir ».

Bibliographie

Aurégan X., 2011 - « Le Burkina Faso et les deux Chines ». *Outre-Terre* 30 : 381-390

Aurégan X., 2013 - « La Chine, d'un État honni à incontournable en Côte d'Ivoire », *Croisements* n°3 : 86-111.

Aurégan X., 2015 - « Les enjeux du Forum de coopération Chine-Afrique » [en ligne]. *Diploweb*, <http://www.diploweb.com/FOCAC-Les-enjeux-du-Forum-de.html>

Aurégan X., 2016a - « Aide, investissements et migrants-investisseurs : les interventions chinoises en Côte d'Ivoire », *Autrepart*, n° 70 : 89-108.

Aurégan X., 2016b - *Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire*. Paris : Riveneuve éditions.

Aurégan X., 2016c - « Temps et non-temps des relations sino-africaines ». *Géoéconomie* 81 : 177-195.

Aurégan X., 2017a - « Les investissements publics chinois dans les filières agricoles ivoiriennes ». *Cahiers Agricultures* 26 : 9 p.

Aurégan X., 2017b - "The Millennium Development Goals and Chinese involvement in French-speaking West Africa: which contributions for which issues?", In : D'Alessandro C. et Zulu L. (dir.), *Africa in the Post-2015 Development Agenda. A Geographical Perspective*, Londres : Routledge, 2017.

Aurégan X., 2017c - « Taïwan en Afrique : un anachronisme en voie de résorption ? » [en ligne]. *Asia Focus*, avril 2017. <http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/04/Asia-Focus-27-Taiwan-en-Afrique-avril-2017.pdf>

Bassan M., Gabas J.-J., 2017 - « L'évolution des savoirs chinois sur l'Afrique : internationalisation des espaces d'apprentissage et transformation des objets de recherche ». *Autrepart* 82 : 17-34.

Bnetd, 1998 - *Rapport intermédiaire de Guiguidou*.

Bnetd, 2000 - *Projet d'aménagement hydro-agricole de Guiguidou*, rapport de fin de chantier, 18 p.

Brautigam D., 2015 - *Will Africa need China?*. Oxford: Oxford University Press.

Chaponnière J.-R., 2011 - « Les investissements agricoles de la Chine : Une source d'inquiétudes ? ». *Afrique contemporaine*, n° 237 : 71-83. doi : 10.3917/afco.237.0071

Chaponnière J.-R. et Gabas J.-J. (sous la dir. de), 2012 - *Le Temps de la Chine en Afrique – Enjeux et réalités au sud du Sahara*. Paris : Karthala.

China Liaoning International Economic and Technical Cooperation Group, 2014 - *Rapport des activités de la huitième convention*. 10 p.

Cnuced, 2018 - « Centre de données » [en ligne]. *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*. http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_ChosenLang=fr

Colin J.-P., 2005 - « Le développement d'un marché foncier ? Une perspective ivoirienne ». *Afrique contemporaine*, n°213 : 179-196. doi : 10.3917/afco.213.0179

Focac, 2015 - *Forum sur la coopération sino-africaine plan d'action de Johannesburg (2016-2018)*, [en ligne], Pékin, RPC. http://www.focac.org/eng/lttda/dwjbjzhys_1/t1327961.htm

Gabas J.-J., 2014 - « La Chine est-elle un accapareur de terres en Afrique ? Retour sur une réalité mal acceptée ». *Futuribles*, n° 398 : 25-36.

Gabas J.-J., Ribier V., 2015 - *Synthèse des quatre études de cas sur les interventions de la Chine dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire, Éthiopie, Sénégal et Togo*. Rapport n°2/6 [en ligne]. CIRAD-CTA. <https://agritrop.cirad.fr/582224/1/Rapport%202%20CTA%20Chine%20Afrique.pdf>

Kotchi J. K., Ouattara-Coulibaly Y. R. et N'guessan G. K., 2018 - « Impact socio-économique de l'aménagement hydro-rizicole de Guiguidou dans la sous-préfecture de Divo (Côte d'Ivoire) » [en ligne]. *EchoGéo* 43. <http://journals.openedition.org/echogeo/15275> ; DOI : 10.4000/echogeo.15275

Ministère de l'Agriculture ivoirien, 2004 - *La coopération Côte d'Ivoire-Chine dans le secteur agricole : bilan et perspectives*, 6 p.

MFAPRC (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China) - 2018, *Forum on China-Africa Cooperation Beijing Action Plan (2019-2021)* [en ligne]. Pékin, RPC. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1593683.shtml

Mofcom, 2014 - *List of China's Qualified Overseas Contractors*, [en ligne], Pékin, RPC. http://wszw.hzs.mofcom.gov.cn/fecp/zsma/corp/corp_ml_list_

en.jsp?selmanage=&corp_name=http://wszw.hzs.mofcom.gov.cn/fecp/zsma/corp/corp_ml_list_en.jsp?selmanage=&corp_name= (lien qui ne fonctionne pas)

Nye J. S., 2004 - *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York : Public Affairs.

Ocde, 2008a - *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, [en ligne], 4^e édition, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 288 p. <http://www.oecd.org/fr/industrie/inv/statistiquesetanalysesdelinvestissement/40632182.pdf>

Ocde, 2008b - *Recommandation du cas sur le déliement de l'aide*, [en ligne], OCDE : 16 p. <http://www.oecd.org/fr/cad/41708406.pdf>

Office national du développement du riz, 2014 - *Projet de protocole d'accord de collaboration*, 9 p.

Pairault T., 2010 - « Le rôle des investissements directs étrangers entrants et sortants en Chine : une appréciation » [en ligne]. *Région et Développement*, n° 311 : 119-142. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00982768/document>

Pairault T., 2012 - « Sur l'investissement chinois en Afrique » [en ligne]. *Chine-Afrique*. <https://www.pairault.fr/sinaf/index.php/investissements-chinois/347-sur-linvestissement-chinois-en-afrique>

Pairault T., 2014 - "Chinese direct investment in Africa. A state strategy?" [en ligne]. *Région et Développement*, L'Harmattan : 259-284. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00981417/document>

Ramo J. C., 2004, *The Beijing Consensus*. London: The Foreign Policy Center.

Ren M., 2013 - "An analysis on the contradiction between China's non-intervention policy and intervention activities". *Ritsumeikan Annual Review of International Studies* 13: 21-48.

Richet X., 2013 - « Internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies » [en ligne]. *Séminaire BRICs*, UP3 université Sorbonne nouvelle : 21 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00796197>

Sasac, 2014 - « Liste des entreprises centrales » [en ligne]. <http://www.izf.net/entreprises/saacwendpouire-sarl>

State Council of the People's Republic of China, 2010 - *China-Africa Economic and Trade Cooperation* [en ligne]. Pékin, RPC, State Council. http://www.china.org.cn/government/whitepaper/node_7107834.htm

State Council of the People's Republic of China, 2013 - *China-Africa Economic and Trade Cooperation (2013)* [en ligne]. Pékin, RPC, State Council. http://www.china.org.cn/government/whitepaper/node_7189938.htm

Trésor français, 2014 - « Les investissements directs à l'étranger (IDE) – définition » [en ligne]. *Direction générale du Trésor*. http://www.tresor.economie.gouv.fr/8235_les-investissements-directs-a-l-etranger-ide